

Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2023 : résultats en bref | anciens dossiers



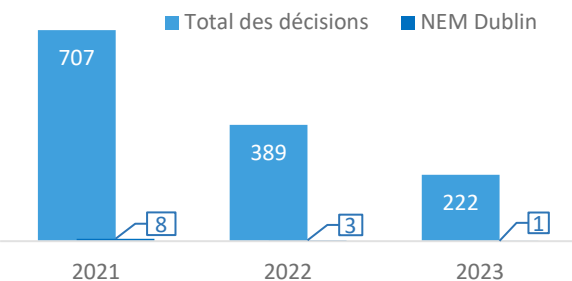
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Dossiers régis par le droit (LAsi) en vigueur jusqu'au 28 février 2019

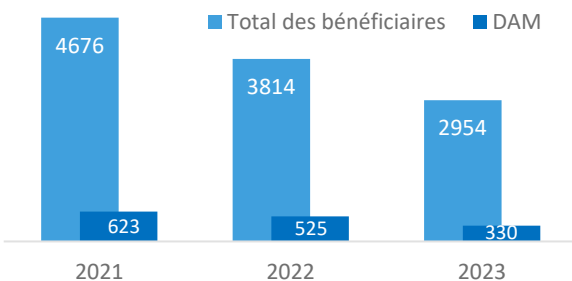
Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) étudie l'évolution des coûts en matière d'aide d'urgence en collaboration avec la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). À cette fin, le SEM gère un système d'information sur le Monitoring sur la suppression de l'aide sociale.

Décisions



En 2023, le nombre de décisions de non entrée en matière (NEM) ou négatives (NEGE) avec délai de départ fixé entrées en force s'est élevé à 222. Une seule décision NEM prise dans le cadre du système Dublin a été prononcée, soit moins de 1% de l'ensemble des décisions. L'aide d'urgence est octroyée sur demande.

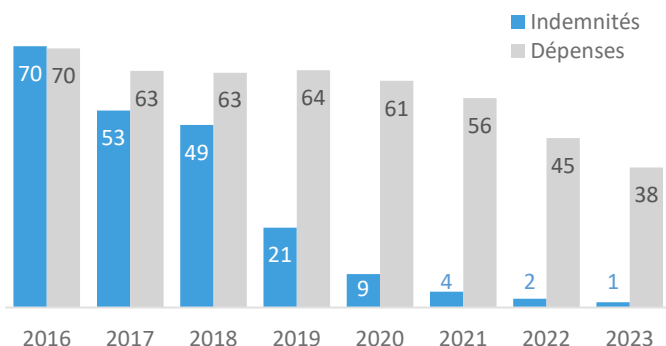
Bénéficiaires de l'aide d'urgence



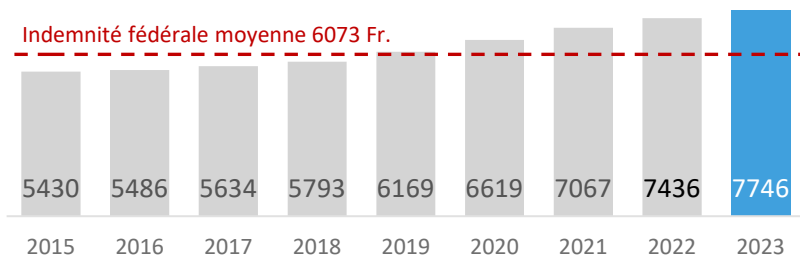
En 2023, 2'954 personnes ont bénéficié d'aide d'urgence, soit près de 23% moins par rapport à 2022. Ce total comprend 2'688 personnes ayant perçu l'aide d'urgence, exclusivement suite à l'entrée en force d'une décision NEGE ou NEM; 266, exclusivement suite à une demande d'asile multiple (DAM) et 64, suite à une DAM déposée avant ou après l'entrée en force d'une décision NEGE ou NEM.

Indemnités fédérales et dépenses d'aide d'urgence (en millions de francs)

En 2023, le montant arrondi des dépenses d'aide d'urgence se monte à 38 millions de francs, montant inférieur à celui de 2022 (-7 millions). Tous les cantons ont eu recours aux réserves générées durant les années précédentes pour financer les dépenses 2023. Au bilan 2008-2023, la liste des cantons ayant épuisé toutes leurs réserves sur les années antérieures reste la même (AI, BE, BL, GE, JU, NE, SH, SO, SZ, VD, VS, ZG, ZH). On enregistre un solde négatif général entre 2008 et 2023 d'environ 193 millions de francs. A lui seul, le déficit du canton de VD atteint plus de 96 millions de francs. Si l'on excluait de ce calcul le déficit du canton de VD, le solde général indiquerait un déficit général d'environ 97 millions de francs.

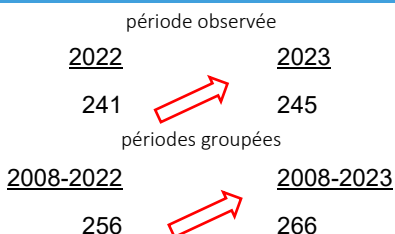


Dépenses d'aide d'urgence par décision (en francs)

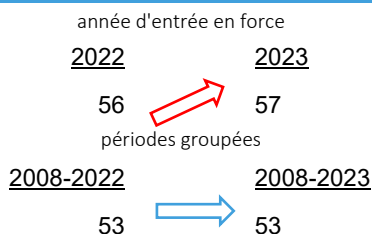


Entre 2008 et 2023, les dépenses moyennes par décision entrée en force s'élèvent à 7'746 francs, continuant de dépasser les indemnités fédérales moyennes. Cette hausse attendue, enregistrée pour la première fois au bilan annuel 2019, est la résultante de l'ordre de priorité du traitement des demandes d'asile du SEM et traduit les dépenses engendrées par la part agrandie de bénéficiaires affectés par une décision NEGE au détriment des NEM-Dublin. La catégorie de bénéficiaires NEGE élève fortement les valeurs moyennes de taux et durée de perception.

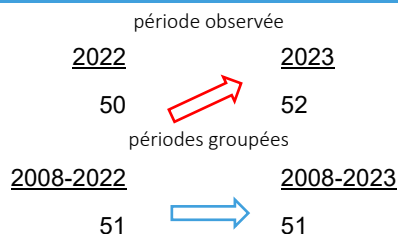
Durée de perception (en jours)



Taux de perception (en pourcent)



Coûts par jour (en francs)



Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2023 : résultats en bref | anciens dossiers

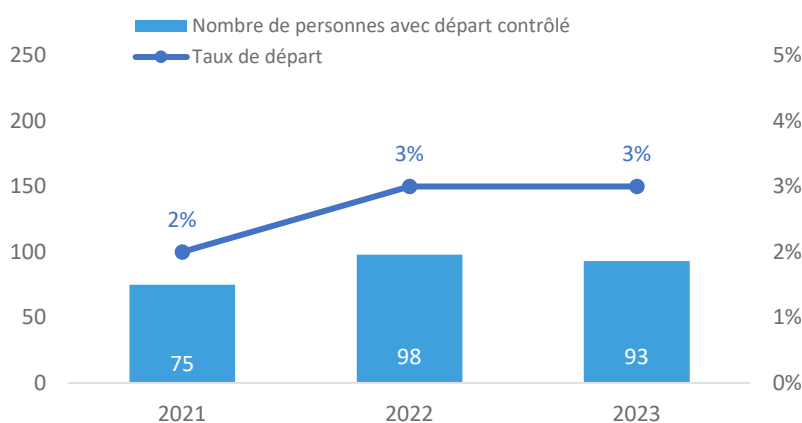
Les pays de provenance les plus représentés (par bénéficiaires d'aide d'urgence)

	2022	2023	
Erythrée	391	320	
Irak	322	262	
Iran	298	248	
Sri Lanka	289	242	
Ethiopie	286	228	

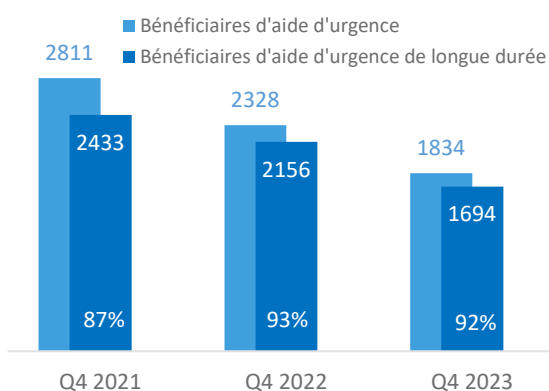
Les 5 pays de provenance les plus représentés en 2023 sont les mêmes par rapport à 2022. Comptant 204 bénéficiaires (271 un an plus tôt), les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, les personnes qui dissimulent leur nationalité) arrivent en 6e position. Les ressortissants iraniens et sri-lankais enregistrent respectivement 29% et 38% de nouveaux bénéficiaires (date d'entrée en force en 2022 ou 2023) alors que le restant des nationalités enregistre une part de nouveaux bénéficiaires ne dépassant pas 6%. Le nombre total des ressortissants des 5 pays de provenance les plus représentés compte pour environ 48% de l'effectif total des bénéficiaires ; si l'on rajoute à cela le nombre de ressortissants de nationalité inconnue, il compte pour près de 56%.

Départs sous contrôle des autorités

En 2023, le taux de départ moyen est resté stable par rapport à 2022 (3%), concernant 93 personnes. Le taux de départ varie fortement entre les 3 catégories de décision (NEM-Dublin 23%, NEM 7% et NEGE 3%). La majorité des personnes (69) enregistrant un départ sous contrôle des autorités en 2023 appartenaient à la catégorie de décision NEGE, le restant des personnes correspondant à 14 NEM et 10 NEM-Dublin.



Perception de longue durée (> 1 an)



Bénéficiaires de longue durée par nationalité

	Trim. 4 2022	Trim. 4 2023
Erythrée	278	231
Irak	233	177
Ethiopie	210	155
Iran	157	135
Sri Lanka	132	119

Au 4e trimestre 2023, 92% des bénéficiaires sont des bénéficiaires de longue durée (BALD, c'est-à-dire, des bénéficiaires de l'aide d'urgence depuis plus de 4 trimestres ou dont l'entrée en force est supérieure à 4 trimestres), phénomène normal en raison du nombre restreint de décisions ayant été prononcées et de la diminution du nombre de nouveaux bénéficiaires. En un an, l'effectif BALD a sensiblement diminué (-462 bénéficiaires). Les ressortissants éthiopiens enregistrent la baisse la plus importante (-57 bénéficiaires), suivis des ressortissants érythréens et irakiens (respectivement -42 et -39 bénéficiaires). Les ressortissants érythréens continuent d'occuper la première place comptant pour 14% des BALD alors que la part des irakiens a légèrement diminué, passant de 11% à 10%. Les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, des personnes qui dissimulent leur nationalité), sont restés au 4e rang (-40 bénéficiaires, soit 151 BALD en 2023) et leur part est restée la même, soit 9%. Le nombre total des ressortissants des 5 pays de provenance les plus représentés ici comptent pour environ 48% des BALD (environ 57% avec les ressortissants de nationalité inconnue). Cela représente 1 point de pourcentage de plus par rapport au 4e trimestre 2022.